

Communiqués internationaux du Secrétariat national (1971-1983)

1971

Communiqué du 20/07/1971 sur le Viet Nam

Dix-sept ans après la signature des accords de Genève, les objectifs de la « Déclaration finale sur le rétablissement de la paix en Indochine » attendent toujours d'être réalisés.

Ni la paix, ni l'indépendance n'ont été établies.

La responsabilité en incombe certes aux signataires, impuissants à concrétiser leurs engagements, mais plus particulièrement au gouvernement américain, qui, après avoir relancé la guerre, a refusé jusqu'alors les moyens de la Paix.

Fidèle à sa tradition idéologique de lutte contre tous les impérialismes, le Parti Socialiste condamne la responsabilité des États-Unis dans la poursuite du conflit quelque forme qu'elle emprunte, intervention directe hier, vietnamisation aujourd'hui. A cet égard, la publication des rapports secrets du Pentagone pour la période 67-68 a levé les derniers doutes sur les motivations réelles de la politique américaine au Sud-est asiatique. Elle révèle, en effet, que la guerre indochinoise a non seulement été voulue, mais encore étroitement contrôlée, dans toutes ses escalades, par les dirigeants américains, qu'ils fussent démocrates ou républicains.

Elle porte également témoignage de la façon dont en régime démocratique la souveraineté populaire peut être détournée de ses aspirations par les oligarchies financières et militaires.

Le Parti socialiste exprime à cet égard sa profonde solidarité avec le combat courageux par les forces libérales américaines tout à la fois contre la détérioration des mœurs politiques au sein de la Haute Administration, et contre la poursuite de la guerre en Indochine.

Le Parti Socialiste constate que les dernières propositions de Paix faites à Paris le 1er juillet par le délégué du GRP Représentent pour toutes les nations en cause et, au premier chef pour les États-Unis, une chance de mettre un terme sans déshonneur ni perte de prestige au conflit qui déchire le Vietnam depuis une génération.

Le Président NIXON ne peut plus, en effet, se prévaloir de la doctrine ancienne liant le retour de la paix à la libération des prisonniers. Plus rien ne peut faire obstacle à l'application de la résolution au Sénat américain du 22 juin dernier invitant le gouvernement des États-Unis à terminer toutes les opérations militaires en Indochine, et à évacuer toutes les forces américaines dans les neuf mois suivant un accord sur les prisonniers.

Refuser aujourd'hui de prendre comme base de négociation les propositions du GRP serait démontrer aux yeux de l'opinion démocratique internationale, que loin de saisir les chances de paix quand elles s'offrent, les États-Unis recherchent au contraire, au travers d'une solution de type coréen, la consolidation d'un système stratégique offensif en Extrême-Orient.

Le rendez-vous historique qui réunira le Président NIXON et les dirigeants chinois ouvre une perspective nouvelle vers un nouvel équilibre mondial présupposant le retour à la paix dans la péninsule indochinoise. Le Parti Socialiste, qui a toujours pris position en faveur de la normalisation des relations avec la Chine, souhaite la réussite de ce renversement diplomatique.

Il rappelle, à cet égard, qu'elles sont à son avis les conditions d'un retour progressif de la paix :

En préalable : annonce du retrait de toutes les forces américaines et cessez-le-feu.

Ce préalable acquis, ouverture immédiate d'une négociation, celle-ci devant comprendre les membres signataires de l'accord de Genève, ainsi que la Chine, les États-Unis, d'Amérique et les interlocuteurs du Sud Vietnam dont, bien entendu, le GRP

La conférence porterait essentiellement :

-sur les conditions d'un retour progressif à la paix pour l'ensemble des pays indochinois

- sur le problème du pouvoir, c'est-à-dire le droit des Vietnamiens à fixer librement leur sort dans les conditions prévues à l'Art. 7 de la déclaration générale du 21 juillet 1954 ;
- sur le statut international d'un Territoire indochinois militairement neutralisé, qu'il y ait unification ou non. Cette neutralisation devant être garantie par les états intéressés et contrôlés par un organisme international approprié.

Parallèlement à cette négociation, création dans le cadre des Nations Unies d'un Fonds International d'assistance, pour aider au relèvement des pays indochinois et contribuer à leur développement général.

Communiqué du 19/08/1971 sur les États-Unis

Réaffirmant sa volonté d'agir dans l'intérêt des travailleurs de tous les pays, le Parti Socialiste constate la gabegie créée par le système monétaire capitaliste où règne désormais la loi de la jungle. En effet, au-delà d'une nouvelle crise, c'est ce système qui doit être mis en cossu, combattu et remplacé.

Il a été organisé en 1944 par et pour les États-Unis qui y disposent d'une position dominante. Ce système était l'expression d'un rapport de forces ; il ne correspond plus à la situation actuelle de l'économie mondiale. Récemment, il a permis aux États-Unis de financer le déficit de leurs échanges extérieurs, causé entre autres par la guerre du Viet-Nam, bien plus coûteuse que leur "aide" à l'étranger, mise en avant par le Président Nixon et dont on sait qu'elle est en grande partie composée de fructueux placements.

Grâce à diverses formes de complicité des autres gouvernements capitalistes, ce système est un des instruments de la colonisation de secteurs entiers de l'économie des pays moins développés. La politique solitaire des gouvernements de la Vème République n'a pas su s'opposer à cet impérialisme. Ce système alimente depuis des années la spéculation qui vient de trouver sa conséquence inévitable la crise.

Pour la résoudre, ce système permet encore aux États-Unis d'imposer un réajustement des monnaies. A terme celui-ci nuira principalement aux économies des pays en développement ; il aura simultanément pour effet d'exporter dans plusieurs pays industriels une partie du chômage élevé qui caractérise le chômage américain.

Notre pays, comme beaucoup d'autres, a subi les effets de ce système ; il va subir à présent les effets de la crise. Le gouvernement des États-Unis bloque les salaires des travailleurs américains pour trois mois, il laisse entendre que le droit de grève devrait être suspendu pendant la même période, et, aussitôt, le Président du Conseil du Patronat Français exprime le vœu que l'on « contienne les salaires en France ».

Les mesures protectionnistes américaines auront des effets directs et indirects sur l'économie des pays européens, en particulier sur les exportations françaises et donc sur l'emploi dans notre pays. Le système qui permet des décisions unilatérales d'une telle portée est en contradiction aussi bien avec la coopération internationale dans tous les pays, qu'avec l'indépendance nationale de chacun d'entre eux.

C'est dans tous les pays que les travailleurs peuvent aujourd'hui prendre conscience de pouvoir démesuré donné par le système monétaire actuel au capitalisme international et aux gouvernements qui sont à son service. Ce système doit être remplacé par un autre, reposant sur deux principes simples :

1°- gestion d'une monnaie internationale par une organisation associant tous les pays du monde et chargée d'émettre les liquidités nécessaires au développement des échanges ;

2°- Dans cette organisation, répartition démocratique du pouvoir de décision prenant en considération la place et les besoins des différents pays dans le cadre des échanges mondiaux.

Une communauté européenne reposant sur des institutions démocratiques aurait déjà permis d'œuvrer en faveur de l'application de tels principes. Elle aurait également pu mettre en vigueur, depuis longtemps, des mesures anti-spéculatives de portée immédiate.

Dans les circonstances actuelles il importe que les positions prises par la France ne compromettent pas les chances d'une telle communauté.

Le Parti Socialiste n'attend rien des mesures de replâtrage (double marché, monnaies flottantes, etc...) que les gouvernements capitalistes tentent d'élaborer et rappelle que le principe même du régime capitaliste condamne les travailleurs à supporter les conséquences de la crise actuelle.

Dans l'immédiat, le Parti Socialiste souhaite que les forces socialistes à travers le monde se concertent pour définir une attitude commune. La rencontre des leaders socialistes les 2 et 3 septembre à Salzburg pourrait permettre d'engager des conversations en ce sens.

Communiqué du 31/08/1971 sur le Maroc

Les conditions de déroulement du procès du Marrakech manifestant après le putsch du 10 juillet a dégradation de la monarchie marocaine depuis Mohamed V qui avait su, dans la lutte pour l'indépendance, se faire l'interprète de son peuple.

Les abus et les privilèges de la féodalité, la mise du pays en coupe réglée par les intérêts du capitalisme international, la stagnation économique du Maroc ne pouvaient être surmontés que par un changement complet de politique. Au lieu de s'enfermer dans son autocratie on pouvait espérer que le roi Hassan, enfin alerté par le massacre de juillet dernier, saurait rouvrir la voie à la démocratie dans son pays. Le Parti Socialiste constate que le poids de la répression retombe maintenant sur l'opposition démocratiques Il s'élève avec indignation contre les 48 peines de mort et les 122 réclusions à vie requises par le Procureur du Roi. Notant que l'aide française au Maroc, après les récents voyages de M. Schumann et de M. Valéry Giscard d'Estaing à Rabat, doit être doublée en 1972 par rapport à 1971, le Parti Socialiste demande au gouvernement français d'entreprendre les démarches les plus pressantes et, si les peines requises venaient à être prononcées, de suspendre son aide au régime marocain.

D'une manière générale les massacres de démocrates et de patriotes dans les pays d'Afrique, d'Amérique Latine ou d'Asie ne peuvent plus être tolérés sans que les gouvernements démocratiques d'Europe réagissent par les moyens dont ils disposent. Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des ne saurait couvrir le maintien d'aides financières publiques à des régions réactionnaires et corrompus.

Il est temps d'exiger le respect des règles démocratiques dans la vie politique des pays du Tiers-Monde. Le développement ne doit pas être seulement économique, mais aussi social et politique. Pour sa part, le Parti Socialiste, à l'avenir, mettre en œuvre ces principes dans sa politique.

Communiqué du 24/09/1971 sur les États-Unis

Lundi 17 septembre s'ouvre le procès d'Angela DAVIS, poursuivie par la justice de classe américaine pour son action militante.

La nature des accusations portées contre Angela Davis, les conditions dans lesquelles se sont déroulées l'enquête et l'instruction démontrent la volonté des autorités américaines de procéder à un véritable règlement de comptes, au mépris des droits fondamentaux des individus.

Le Parti Socialiste appelle tous les démocrates à agir pour sauver Angela Davis. Il les invite à organiser des démarches collectives auprès de tous les sièges diplomatiques et consulaires des Etats-Unis en France le jour de l'ouverture du procès.

Communiqué du 28/10/1971 sur la Grèce

Le PS s'élève avec indignation contre les nouvelles arrestations arbitraires et massives de Responsables de gauche effectuées en Grèce, dont celles de deux dirigeants communistes de l'intérieur. Il appelle la Gauche française à une action vigoureuse pour dénoncer cette nouvelle violation des Droits des Citoyens en Grèce, et faire pression sur le gouvernement dictatorial d'Athènes pour sauver les Démocrates emprisonnés.

1972

Communiqué du 16/03/1972 sur la CEE

M. Georges Pompidou n'avait évidemment pas autre chose à dire que d'annoncer un référendum sur la politique européenne. Cette initiative présidentielle a deux aspects très différents. En ce qui concerne le fond du sujet, la position du Parti Socialiste est claire : elle a été arrêtée dimanche dernier à Suresnes. Contrairement à ce qui a été longtemps la position des gaullistes, les Socialistes ont toujours fait le choix européen. Ils sont favorables à l'élargissement de la communauté par l'entrée de la Grande-Bretagne élément important d'une construction européenne indissociable à leurs yeux de la construction du Socialisme.

Mais ce référendum a aussi un second aspect. En choisissant un sujet où il est notoire que des divergences existent entre Socialistes et Communistes, M. Pompidou a des arrière-pensées évidentes.

Le Parti Socialiste n'est pas disposé à tomber dans le piège que l'on voudrait tendre à la Gauche. Conformément aux décisions de ses Congrès, le Parti Socialiste a pris aujourd'hui même les dispositions nécessaires pour que s'engage dès la semaine prochaine la discussion en vue d'aboutir à un accord sur le programme du gouvernement de la Gauche.

Communiqué du 21/04/1972 sur le Viet Nam

Pour la paix en Indochine

La guerre au Vietnam connaît une nouvelle escalade meurtrière dont les Peuples vietnamiens paient toute la souffrance.

La rupture des négociations de Paris et la reprise des bombardements américains au nord du 20ème parallèle retardant tragiquement la perspective de la Paix. Les populations du Vietnam font ainsi les frais de jeux diplomatiques inhumains et de rivalités impérialistes.

Le Parti Socialiste lance un APPEL à tous les Peuples et à tous les Gouvernements sincèrement désireux de libérer le Vietnam de l'Oppression de la guerre et de toutes les atteintes à son destin de Peuple souverain et indépendant, pour imposer la reprise des négociations de Paris, dans le cadre et sous le contrôle des Nations-Unies. Le renoncement aux solutions illusoire de la force, l'acceptation de la négociation et de la médiation internationale sont aujourd'hui les seules chances de sauver les Peuples du Vietnam de l'anéantissement total.

Le PARTI SOCIALISTE rappelle à cet égard les quatre points de son Plan du Paix pour le Vietnam :

-1 : en préalable : retrait de toutes les forces américaines et cessez-le-feu immédiat.

-2 : ce préalable acquis, ouverture immédiate d'une négociation, celle-ci devant comprendre les membres signataires de l'accord de Genève, ainsi que la Chine, les Etats-Unis d'Amérique et les interlocuteurs du Sud Vietnam dont, bien entendu, le GRP

-3 : La Conférence porterait essentiellement :

* sur les conditions d'un retour progressif à la Paix pour l'ensemble des Pays indochinois.

* sur le problème du pouvoir, c'est-à-dire, le droit des vietnamiens à fixer librement leur sort dans les conditions prévues à l'article 7 de la Déclaration générale du 21 Juillet 1954 ;

* sur le statut international d'un Territoire indochinois militairement neutralisé qu'il y ait unification ou non. Cette neutralisation devant être garante pour les Etats intéressés et contrôlés par un organisme international approprié.

-4: Parallèlement à cette négociation, création dans le cadre des Nations Unies d'un Fonds international d'assistance pour aider au relèvement des Pays indochinois et contribuer à leur développement général.

Le PARTI SOCIALISTE saisira incessamment les organisations démocratiques, politiques et syndicales, ainsi que les représentations diplomatiques en France, de propositions tendant à mobiliser concrètement l'opinion publique française et internationale autour de ces objectifs.

Les Socialistes se prononcent pour le droit de tous les peuples indochinois à choisir librement leur destin, en dehors de toute ingérence étrangère, pour l'arrêt des bombardements américains sur la République du Viet-Nam du Nord et le Laos, pour le retrait inconditionnel des troupes américaines.

Les Socialistes estiment que refuser aujourd'hui de prendre comme base de négociation les propositions du G.R.P serait démontré aux yeux de l'opinion démocratique internationale, que loin de saisir les chances de paix qu'elles offrent, les États-Unis recherchent au contraire, au travers d'une solution de type coréen, la consolidation d'un système stratégique offensif en Extrême-Orient.

Les Socialistes rappellent, à cet égard, quelles sont à leur avis les conditions d'un retour progressif à la Paix.

En préalable : annonce du retrait de toutes les forces américaines et cessez-le-feu.

Ce préalable acquis, ouverture immédiate d'une négociation celle-ci devant comprendre les membres signataires de l'accord de Genève, ainsi que la Chine, les Etats-Unis d'Amérique et les interlocuteurs du Sud Viet-Nam dont, bien entendu le GRP

La conférence porterait essentiellement :

- sur les conditions d'un retour progressif à la paix pour l'ensemble des pays d'Indochine ;
- sur le problème du pouvoir, c'est-à-dire le droit des vietnamiens à fixer librement leur sort dans les conditions prévues à l'article 7 de la déclaration générale du 21 Juillet 1954;
- sur le statut international d'un Territoire indochinois militairement neutralisé, qu'il y ait unification ou non. Cette neutralisation devant être garantie par les Etats intéressés et contrôlée par un organisme international approprié.

Parallèlement à cette négociation, création dans le cadre des Nations Unies d'un Fonds international d'assistance, pour aider au relèvement des pays indochinois et contribuer à leur développement général.

Communiqué du 25/08/1972 sur Israël

Des informations dont l'authenticité ne peut être mise en doute, ont révélé les nouvelles procédures décidées par les autorités soviétiques pour freiner l'émigration des familles juives désireuses de s'installer dans d'autres pays.

Ces procédures viennent s'ajouter une nouvelle ségrégation à un certain nombre d'autres mesures discriminatoires à l'égard des Citoyens Juifs d'Union Soviétique.

Ne peuvent être désormais autorisés à émigrer, au terme du décret 572 du 3 Août 1972, que ceux d'entre eux qui rembourseront à l'Etat Soviétique le montant des dépenses consenties pour leur éducation.

Le PARTI SOCIALISTE attentif à tout ce qui affecte la dignité et la conscience des hommes, joint sa protestation à toutes les autres organisations qui se sont déjà élevées contre cette nouvelle pratique discriminatoire.

Il a d'autre part, décidé d'intervenir directement auprès des autorités soviétiques pour que soit reporté sans délai, cette mesure contraire à la Charte Internationale des Droits de l'Homme dont l'Union soviétique est signataire

§

1973

Communiqué du 12/09/1973 sur le Chili

Un coup d'État militaire vient de renverser le gouvernement légal du Chili. Il tente à l'heure actuelle d'imposer sa dictature à l'ensemble du pays.

Depuis trois ans, le président ALLENDE, le gouvernement, les organisations regroupées dans l'Unité Populaire avaient maintenu sans désespérer les libertés démocratiques contre le sabotage permanent des institutions et de l'économie, organisé par une bourgeoisie menacée dans ses privilèges. Le peuple chilien avait déjà déjoué de multiples complots, soutenus et suscités par l'impérialisme américain.

Appuyée par un mouvement de masse d'une ampleur sans précédent, l'Unité Populaire, avait, dans des conditions exceptionnellement difficiles, qui sont celles des pays en voie de développement d'Amérique du Sud, largement entamé les bastilles du capitalisme et préparé la voie d'une société socialiste. Multipliant les efforts de dialogue et manifestant jusqu'au bout sa volonté d'empêcher la guerre civile, l'Unité Populaire n'a jamais renoncé à la voie choisie démocratiquement par le peuple chilien : le passage pacifique au socialisme dans le respect des libertés.

En fait, c'est la droite chilienne. La bourgeoisie réactionnaire et l'armée, qui ont rompu la légalité, ouvert la guerre civile, prenant l'entière responsabilité d'un affrontement sanglant.

Le Parti socialiste exige de ceux qui, en France, se montrent si souvent inquiets du sort des libertés dans d'autres pays que le nôtre, qu'ils condamnent sans équivoque le coup d'État et refusent de reconnaître le pouvoir qui en sera issu.

Il salue la mémoire héroïque du président Salvador ALLENDE. Son œuvre et son exemple font à présent parti du patrimoine du mouvement ouvrier international.

Le PS exprime son entière solidarité au peuple chilien, aux militants du parti socialistes du Chili et à l'ensemble des travailleurs qui, sous la conduite des organisations de l'Unité Populaire, continuent le combat pour la liberté et le socialisme.

Il appelle ses militants à manifester dans leurs fédérations et leurs sections cette solidarité et ce soutien.

1974

1975

[Communiqué du 27/08/1975 sur l'Espagne](#)

Deux jeunes basques, Jose Antonio GARMENDIA et Angel OTAEGUI, sont menacés de mort par les tribunaux militaires de FRANCO. Un procès leur est fait sur la base des seuls témoignages de la police franquiste. Le Parti Socialiste condamne la répression dont ils sont les victimes. Cette parodie de justice porte la marque du fascisme. Il appelle tous les socialistes et tous les démocrates à manifester leur indignation pour sauver la vie de ces deux militants.

[Communiqué du 12/11/1975 sur l'Israël](#)

"Le PARTI SOCIALISTE exprime son indignation devant le vote de l'Assemblée générale de l'O.N.U., assimilant le sionisme au racisme.

Ce vote, est une condamnation hypocrite de l'existence de l'Etat d'Israël dont la création avait été cependant approuvée par la même organisation des Nations-Unies.

Le PARTI SOCIALISTE, dont la position favorable à la reconnaissance du fait national palestinien est connue, n'en est que plus fort pour condamner ce geste qui constitue une manifestation raciste et risque d'encourager la pratique de l'antisémitisme jusqu'alors démentie dans la majorité des états appartenant à l'O.N.U. Il constate avec inquiétude que ce vote, en éloignant de sa vocation le seul organisme universel chargé à son origine de dire le droit et de proclamer la justice, compromet gravement les efforts d'organisation de la paix.

1976

1977

1978

[Communiqué du 03/08/1978 sur la Tunisie](#)

Manque.

[Communiqué du 18/08/1978 sur la Tunisie](#)

Manque.

[Communiqué du 10/10/1978 sur la Tunisie](#)

Manque.

[Communiqué du 22/10/1979 sur la CEE](#)

Le P.S. a récupéré le siège volé.

La décision du Conseil d'Etat de rendre aux Socialistes le siège qui leur avait été volé rétablit le bon droit. Elle justifie pleinement les protestations qui avaient été à l'époque celles des socialistes.

Le 10 juin dernier les électeurs Français désignaient à l'Assemblée de Strasbourg une majorité de parlementaires de gauche et à l'intérieur de la gauche une majorité de Socialistes. Cette décision souveraine du suffrage universel fut jugée inacceptable par le pouvoir giscardien qui n'a pas hésité alors à user de toute son influence pour arracher une décision privant le Parti Socialiste d'un siège. Devant cette décision déshonorante faisant à la liste

gouvernementale le cadeau d'un siège qu'elle n'avait pas gagné par le libre choix des électeurs, François MITTERRAND décidait de démissionner de son mandat européen pour protester solennellement contre ce déni de justice.

La décision du Conseil d'Etat qui rend aujourd'hui son siège au Parti Socialiste constitue un motif légitime de satisfaction pour tous les démocrates. Elle est un camouflet cinglant pour les manœuvres du pouvoir.

1980

Communiqué du 31/01/1980 sur l'URSS

LES JEUX OLYMPIQUES

Contrairement aux déclarations faites le 31 janvier à la radio par Michel ROCARD, la position prise collectivement le 30 janvier par le Bureau Exécutif du Parti Socialiste sur les Jeux Olympiques est bien "préparatrice de L'avenir". Le Bureau Exécutif, en constatant l'altération grave de l'esprit olympique, la dégradation de la signification des Jeux, a en effet souhaité qu' « ils redeviennent une fête culturelle, universelle et fraternelle et qu'ils ne soient pas une confrontation de nationalismes par l'intermédiaire d'athlètes ».

Le Bureau Exécutif s'est déclaré prêt, dans cet esprit, à "examiner pour l'avenir les propositions allant dans ce sens, que ce soit par la suppression des hymnes et de drapeaux, ou par la création d'une enclave olympique, au choix du Comité international olympique".

La question qui nous est posée aujourd'hui est de savoir si nous devons participer ou non à une campagne pour le boycottage des Jeux. Une proposition en faveur du boycottage n'a recueilli qu'une voix au sein du Bureau Exécutif, c'est à dire ni le soutien de la majorité du Parti Socialiste, ni celui de M. ROCARD. Sur proposition de Lionel JOSPIN, le Bureau Exécutif, après en avoir délibéré collectivement, a donc refusé d'une façon argumentée de s'associer à la campagne du boycottage. C'est une question difficile. Elle appelle une réponse positive ou négative. Il n'est pas possible en tout cas de l'éluder et il n'est pas responsable de faire comme si elle ne se posait pas.

Communiqué du 06/06/1980 sur la CEE

Sur la question de l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal, M. Giscard d'Estaing vient soudain de changer de position, passant du « oui, sans condition » du discours de Mazamet l'an dernier pendant la campagne électorale européenne à l'ajournement sine die.

Le Parti socialiste, lui, ne change pas et n'a pas à changer de politique. Il a fixé, dès le mois de septembre 1977, les préalables qu'il posait à l'élargissement du Marché Commun sur les plans industriel, agricole et de la politique régionale. Il est clair, aujourd'hui plus encore qu'hier, que cette politique est la seule réaliste.

Quant à la volte-face du Président de la République, elle confirme ce que nous pensions après la rencontre de Varsovie : l'électoratisme pèse désormais de plus en plus sur notre politique étrangère.

Communiqué du 17/09/1980 sur la Méditerranée

DIALOGUES MEDITERRANEENS

Le Parti Socialiste se réjouit du succès obtenu par les « Dialogues Méditerranéens » de Marseille qui, avec éclat, ont témoigné du rayonnement intellectuel et du prestige international du Parti Socialiste.

Il prend acte avec satisfaction de la création par les intellectuels présents d'un « Conseil pour le rassemblement des Peuples méditerranéens ». Il accepte l'invitation du Président PAPAANDREOU d'accueillir en Grèce la première session de ce Conseil.

Conformément aux propositions formulées par le Premier Secrétaire dans son discours de Marseille, trois missions seront assignées à ce Conseil : proposer des solutions pour la préservation du patrimoine maritime ; établir des dialogues bilatéraux ou multilatéraux en faveur de la paix ; multiplier les confrontations culturelles.

1981

Communiqué du 24/06/1981 sur le Maroc

Le Parti Socialiste exprime sa réprobation devant les massacres de Casablanca. Depuis des années l'économie marocaine d'est gravement et régulièrement détériorée en grande partie sous le poids croissant de l'interminable guerre du Sahara. La situation oblige aujourd'hui le régime du Roi Hassan II à répondre par une brutale répression aux justes revendications économiques, politiques et sociales du peuple marocain.

Le Parti Socialiste tient à exprimer son entière solidarité avec les familles des victimes et son soutien total à tous les militants emprisonnés, en particulier à ceux du Syndicat des travailleurs marocains et du parti de l'U.S.F.P.

Communiqué du 24/06/1981 sur l'Iran

Les événements qui viennent de se dérouler en Iran : la destitution du Président de la République BANI SADR, les menaces qui pèsent sur lui-même et sur ses proches, les affrontements sanglants qui ont eu lieu à Téhéran et la reprise des exécutions sont autant de motifs d'inquiétude graves.

Le Parti Socialiste déplore vivement la récente évolution politique de l'Iran, appelle les dirigeants iraniens au dialogue avec les différentes composantes politiques du pays et souhaite que le peuple iranien puisse poursuivre dans la tolérance sa recherche de la démocratie et de la justice.